

AGE PLATFORM EUROP et OLD'UP

ARCHIVES 2019-2021

AGE PLATFORM EUROPE 2021

Un coup d'accélérateur

L'adhésion d'OldUp à Age Platform-Europe nous permet de participer directement à la politique menée en faveur des personnes âgées au niveau européen. Net changement d'énergie depuis la nomination comme secrétaire général de Maciej Kucharczy qui est venu à OLD'UP avant les élections européennes en 2019.

Ce changement se voit à tous les niveaux y compris :

- La participation très active des membres de la coordination française ;
- La nomination d'Estelle Huchet pour être expressément à l'écoute des adhérents et pour rechercher de ressources financières ;
- Une façon plus productive d'impliquer les adhérents à travers des groupes de travail ;
- Un plan stratégique baptisé *Une Société pour tous les Âges* ;
- Un plan de communication auquel Old Up a directement participé ;
- La participation très concrète à la campagne en faveur d'une convention des droits des personnes âgées aux Nations Unies.

L'assemblée générale se tiendra en deux parties : 1^{er} juin 2021 par vidéo-conférence et puis le 17-18 novembre à Bruxelles.

Quelques nouvelles de la Coordination Age Platform France

Old Up participe aux réunions mensuelles dont la dernière s'est tenue le 6 mai.

Il y a trois français au Conseil d'Age Platform Europe : Jean-Michel Hôte (FNAR-trésorier), Bernard Bazot (ARAF), Claude Connon.

Visite prévue en France cet été demande de rencontre avec Old'Up de Dr Carole-Lynne Le Navenec de Calgary, Canada. Elle est professeuse de sciences infirmières et auteur de nombreux livres sur le problème lié au vieillissement. Elle parle bien le français.

Un Livre Vert sur le vieillissement

En 2021, est prévue la publication d'un Livre Vert sur le vieillissement. Une consultation publique est ouverte jusqu'à la fin du mois d'avril.

Soucieux de "promouvoir la solidarité et la responsabilité entre générations", ce livre vert (*un pdf est à télécharger en bas de page*) a pour objectif de lancer un vaste débat public sur la question du changement démographique et du vieillissement de la population européenne. Il définira les questions clés liées au vieillissement, examinera les diverses possibilités d'anticiper les conséquences socio-économiques du vieillissement de la population européenne et les moyens d'y faire face. Des infos sur <https://www.passitonnetwork.org>

Les thèmes abordés sont : Économie, finances et euro, Éducation et formation, Emploi et affaires sociales, Santé publique, Politique régionale, Transports / Type d'acte / Livre vert / Catégorie / Programme de travail de la Commission.

Un débat sur les droits des personnes âgées en période de COVID-19

26 janvier 2021, une information est transmise aux membres de la Task Force – Droits de l'Homme d'Age Platform par Nena Georgantzi, Policy Coordinator Human Rights & Non-Discrimination.

28 janvier 2021 de 9h à 11h, le débat au Parlement européen a pu être suivi en direct via un lien. Les commissions des affaires sociales et des libertés civiles ont discuté des conséquences de la crise COVID-19 pour les personnes vivant dans des institutions résidentielles. Les députés se sont penchés sur la situation actuelle des institutions résidentielles pour personnes âgées en Europe, en termes d'exclusion sociale, de dégradation de la qualité des soins, de négligence et d'abus. Les conditions de travail des travailleurs des institutions résidentielles et l'accès aux soins de longue durée seront également abordés.

La vice-présidente de la Commission Dubravka Šuica (chargée de la démocratie et de la démographie) et la commissaire à l'égalité Helena Dalli ont présenté leurs points de vue, tout comme des représentants de l'Agence européenne des droits fondamentaux, du Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme (ENNHRI), de la plateforme Age, de la Plateforme européenne des personnes handicapées et de l'Association européenne des prestataires de services pour les personnes handicapées.

Contexte / En vertu de l'article 25 de la Charte des droits fondamentaux relatif aux droits des personnes âgées, l'Union reconnaît et respecte les droits des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle. Depuis mars 2020, la pandémie COVID-19 et les mesures de confinement qui y sont liées ont ébranlé les économies européennes et affecté de manière inégale les individus dans toute l'Europe.

Les Lettres d'information trimestrielle de la "Coordination AGE France" sont à consulter en PDF en bas de page.

AGE PLATFORM EUROPE 2020

Une Europe pour tous les âges. Et aussi les élections du Parlement européen de 2019 : une opportunité qu'AGE n'a pas manquée et à laquelle OLD'UP a largement participé.

Contribution au Plan National de Réforme (PNR)

OLD'UP contribue à la mise à jour annuelle du **Plan National de Réforme (PNR)** un processus assez ardu coordonné par Age Platform Europe Coordination France. Celui-ci est retourné au gouvernement français qui l'adresse à la commission européenne. Il est également envoyé à l'Age Platform Europe qui en fait une analyse globale après avoir étudié les plans nationaux

venant d'autres pays membres ; l'analyse est ensuite publiée sur le site d'Age Platform Europe.

Campagne en cours contre l'âgisme

OLD'UP soutien la campagne continue d'Age Platform Europe. L'âgisme est un obstacle majeur à l'inclusion sociale et à la participation égale des personnes âgées. Les stéréotypes et discriminations âgistes ancrés dans notre société conduisent à des inégalités qui sapent la jouissance par les personnes de leurs droits humains à mesure qu'elles vieillissent.

Vous pouvez télécharger en bas de cette page, les extraits du rapport annuel AGE, ainsi que la Lettre d'information trimestrielle de la "Coordination AGE France". Vous pouvez aussi obtenir la version française du rapport annuel d'Age Platform mise à notre disposition par la Coordination AGE France.

AGE PLATFORM EUROPE 2019

Découvrez ci-contre des photos prises en juin 2019 lors de l'AG de Age Platform.

- Une photo de famille prise lors de l'Assemblée générale d'Age Platform
- Une photo de Ina Voelckner, Maciej Kucharczyk et Moira Allan

Maciej Kucharczyk (Age Platform) : directeur de la politique au sein d'Age Platform, qui est venu à Paris en mars pour présenter le manifeste pour une Europe équitable pour tous les âges.

Ina Voelcker (BAGSO) : responsable du secrétariat pour la politique internationale sur le vieillissement de BAGSO, la grande fédération des associations des seniors en Allemagne. Ina a fait son internat à l'OMS quand Dr Alexandre Kalache, reconnu comme le père des Villes Aimées des Aînés – Age Friendly Cities – dont il y a plus de 700 au monde, était le directeur.

Moira Allan (de Old Up et de Pass It On) : représentante des actions de OLD'UP, un réseau global de vieillissement actif, à l'AG d'Age Platform Europe.

Les élections passées, il est temps de construire l'avenir. L'après élections. Les résultats n'étaient pas aussi effrayants que l'on aurait pu attendre. Le travail maintenant consiste à construire l'avenir, à prendre contact avec les nouveaux parlementaires, à recommencer le processus de sensibilisation sur notre problématique, à promouvoir l'idée d'un groupe et à influencer tant que faire se peut les commissions en attendant et leur constitution formelle et la nomination du commissaire. **L'âgisme est à combattre sur tous les fronts et par tous les moyens.** Plusieurs pays ont exprimé leur appréciation de la façon dont Age Platform a mené la campagne en fournissant un socle solide et uniforme pour tous les membres. Age a félicité les membres qui ont relayé efficacement la campagne dans 24 pays de l'Union pour inciter les citoyens à voter et à faire valoir le manifeste. Il est fortement recommandé de garder ce manifeste comme ligne directrice pour leurs actions à mener tout au long du nouveau mandat du parlement.

Vous pouvez lire le Compte-rendu complet en téléchargeant le PDF en bas de cette page.

Préparation des élections européennes

En préparation des élections Européennes, AGE adresse courant avril une lettre, un manifeste à tous les chefs de partis qui se présentent aux élections. "L'Europe que nous voulons est pour tous les âges"

7 propositions pour les élections européennes de 2019. L'Europe doit relever son défi démographique de manière équitable et durable et tenir son engagement de ne laisser personne derrière elle. Pour y parvenir, l'Union européenne doit être poussée par ses citoyen-ne-s vers des actions qui incarneront nos valeurs fondamentales communes de non-discrimination, d'égalité et de solidarité. Pourquoi ce manifeste ? Que demandons-nous ?
Pour en savoir plus ... Ce manifeste est télécharger en bas de page (PDF)

Six points forts pour lesquels OLD'UP s'implique aux côtés des membres d'Age Platform :

1. La lutte contre la discrimination fondée sur l'âge ;
2. Des marchés du travail inclusifs ;
3. Des pensions sûres, adéquates et viables ;
4. Le droit à vieillir dans la dignité ;
5. La santé pour tous par une approche préventive ;
6. L'accès universel aux biens et services dans la société numérique.

Vous pouvez lire ces documents en les téléchargeant en PDF en bas de cette page.

Le 21 février, Maciej Kucharczyk, Directeur politique, en charge des relations extérieures d'AGE Platform, est invité à la réunion générale.

En mars 2019, il publie :

"L'échange avec les membres Old'Up a montré la similitude des intérêts, des attentes et des préoccupations des personnes âgées en France et dans d'autres pays de l'UE. Afin de répondre aux besoins des personnes âgées et de relever les défis liés à l'avenir de l'intégration européenne, les membres Old'Up ont insisté sur l'importance d'une action de l'UE visant à responsabiliser les citoyens et à promouvoir le respect des droits de l'homme de tous les groupes d'âge et de la population. Ils ont en outre exprimé le souhait de continuer à coopérer sur des questions communes avec les membres de AGE".

ET AUPARAVANT...

Retrouvez ci-dessous les actions de OLD'UP et de AGE Platform Europe avant 2019...

Archives 2016, 2017, 2018...

En 2017 et 2018, et maintenant 2019, OLD'UP a été, est très présent dans les contributions à apporter à AGE Platform Europe.

En tant que membre d'un collectif d'ONG représentant la société civile auprès du Parlement européen et de la Commission, OLD'UP se réjouit des efforts faits pour appréhender de façon positive le vieillissement certain de la population européenne.

Le 29 avril 2018 a été déclaré « Journée européenne de la solidarité intergénérationnelle ».

Le 1 octobre 2018 est reconnu par les Nations Unies comme le jour de célébration des personnes âgées. A cette occasion, l'association « AGE Platform Europe » dont Old'UP fait partie **lance une campagne de 70 jours** qui se terminera avec la célébration du 70ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). Celle-ci a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris, au palais de Chaillot, le 10 décembre 1948.

Cette campagne a pour objet la lutte contre l'âgisme, une forme de discrimination la plus répandue à travers le monde et une des moins reconnue. Un thème de recherche, différent chaque semaine, permettra, à ceux qui le souhaitent, d'apporter des témoignages sur les multiples formes de discrimination rencontrées.

Coordination AGE France. Une réunion plénière de la Coordination s'est tenue le **2 octobre 2018**. A cette occasion a été diffusée La lettre trimestrielle n°13 de juillet a été diffusée par Roger Barrot à tous les membres le 25 juillet.

Extrait de la contribution pour le bulletin de la FNAR « Au fil des jours » de septembre 2018.

"Age Platform Europe / L'activité de cet été a été marquée, comme les années précédentes, par la participation à la 8ème session du groupe de travail ONU sur le vieillissement (OEWG-A) du 23 au 26 juillet à New-York.

Précisons que le « Open Ended Working Group on Ageing) a été créé par une résolution de l'AG de l'ONU le 21 décembre 2010.

Nous avons déjà évoqué ponctuellement dans AFJ la perspective d'une convention internationale sur les droits humains intéressant particulièrement les personnes âgées (initialement appelée, de façon inappropriée, convention internationale sur les droits des personnes âgées, car il est clair désormais qu'il n'y pas de droits spécifiques aux personnes âgées mais bien des obstacles particuliers à l'exercice des droits fondamentaux). Il faut dire, cependant, que la traduction littérale du texte de la résolution de 2010 évoquant « the international framework of the human rights of older people » pouvait laisser place à un malentendu.

Cette « approche par les droits » est une tendance bien établie non seulement dans les institutions internationales (ONU et Agences spécialisées, Conseil de l'Europe etc) mais aussi dans les milieux (mouvements, organisations, écoles) s'intéressant au travail social et à l'intervention sociale.

Rappelons que la deuxième assemblée mondiale sur le vieillissement (Madrid 2002) avait été l'écho de l'Année internationale de 1999 où s'étaient exprimées de nombreuses positions sur la question de la réalité des droits face à l'avance en âge. Manifestement, au bout de huit ans, l'affaire reste compliquée et la quarantaine d'ONGs présentes ont manifesté une certaine impatience... Comme il semblait difficile d'aboutir en partant d'une rédaction formelle « ex nihilo » des droits, le choix a été fait depuis trois ans de procéder de façon empirique en identifiant des domaines où les droits fondamentaux ne sont pas (ou pas suffisamment) respectés.

Les quatre thématiques mises en avant pour le moment sont les suivantes : égalité et non-discrimination /autonomie et indépendance/ violence et maltraitance /soins de longue durée et soins palliatifs. Rien de nouveau sous le soleil, dira-t-on !

Le gouvernement français, à l'instar d'autres acteurs sollicités (Etats, Agences des droits fondamentaux, ONGs, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU) a produit quatre contributions exposant sa politique en ces matières. Depuis le début, l'Amérique latine est plutôt en pointe sur la perspective d'une convention internationale, prenant appui sur la convention interaméricaine existante (2015) sur la protection des droits humains des personnes âgées. Il est à relever que le représentant de l'UE à cette session, le DG de la DG Justice, n'a donné aucun signe clair sur la volonté de l'UE d'aller de l'avant vers un nouveau texte international contraignant. On peut penser que cette position prudente de l'UE traduit la divergence des membres sur la question. Le représentant des USA s'est exprimé nettement contre une nouvelle convention. La surprise est venue du Canada, qui s'est prononcé pour. On a noté une faible contribution des pays d'Afrique et d'Asie aux discussions, alors même qu'il existe, par exemple, un protocole sur les droits des personnes âgées additionnel à la Charte sur les droits humains et les droits des peuples en Afrique. Bref, à ce stade, le destin du texte demeure incertain. Il a été décidé que pour la session de 2019, deux nouveaux thèmes seraient intégrés :

-la formation tout au long de la vie. / - la protection sociale (y inclus la sécurité sociale et les « socles de protection sociale » affirmés par l'OIT dans sa Recommandation N° 202 de juin 2012).

AGE était représenté à NY par son président, Ebbe Johansen et une vice-présidente, Heidrun Mollenkopf, représentant la grande organisation allemande BAGSO au CA de AGE. Soulignons que la présence de AGE est facilitée financièrement par l'accord de la DG Justice pour l'inclusion de cette mission dans le programme triennal de travail de AGE.

Pour en savoir plus sur les contributions des pays et les « side events » de cette 8eme Session : voir www.social.un.org/ageing-working-group

En attendant la 9eme session l'an prochain et pour commémorer à sa manière les 70 ans de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, AGE a proposé de lancer cet automne une campagne d'information sur trois mois relative au respect des droits quel que soit l'âge. Le CA des 24 et 25 octobre doit se prononcer sur le programme." JM Hôte

- Manifesto for European Parliament Elections 2019. Achieving equal rights and dignity for older persons.

- How to get involved in the campaign 'Ageing Equal' to mark 70th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights and take action against ageism. A Guide for supporter 1st October-10th December 2018. Campaign led by AGE Platform Europe.

Manifeste pour les élections Européennes 2019 : Atteindre l'égalité des droits et le respect de la dignité des personnes âgées.

En 2016, AGE Platform Europe demande à l'Union européenne et aux gouvernements nationaux d'exploiter le plein potentiel du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (MIPAA) afin de renforcer l'égalité, l'équité et la cohésion dans une Europe qui vieillit. D'ici 2060, les personnes de plus de 65 ans devraient constituer 30% de la population européenne. AGE s'appuiera également sur la Convention européenne sur le changement démographique (déc. 2015) et le socle européen relatif aux droits sociaux dans la zone euro.

Bien que le MIPAA contienne des références pertinentes en matière des droits humains des personnes âgées, il n'est pas à proprement parler un instrument des droits de l'homme et il n'est pas contraignant. Pour cette raison, les membres de AGE demandent qu'un nouvel instrument contraignant, tel qu'une Convention internationale, soit mis en place afin de mettre en lumière les obstacles spécifiques auxquels les personnes âgées sont confrontées dans le respect de leurs droits humains. Les membres de AGE attirent également l'attention sur la nécessité d'équilibrer davantage les préoccupations économiques et sociales, en particulier en tenant compte de l'impact potentiel des réformes économiques sur les groupes de population vulnérables, dont les personnes âgées.

Depuis 2016, AGE a adopté un manifeste rédigé grâce aux contributions des membres. Ce document articule la vision de AGE selon 7 principes essentiels qui devraient être pris en compte par quiconque désireux de promouvoir les droits des aînés :

1. Les hommes et les femmes âgés ont les mêmes droits que tout le monde
2. Les aînés ne devraient pas être traités différemment au motif de leur âge
3. Le respect des droits des personnes âgées sert les intérêts de la société tout entière

4. Les Etats doivent prendre des mesures afin de garantir l'égalité de droits tout au long de la vie
5. Les personnes âgées devraient être au centre des processus qui affectent leur vie
6. Une nouvelle Convention des Nations unies aidera les personnes âgées à contribuer, prospérer et à jouir de leurs droits équitablement
7. Des engagements contraignants sur le plan des droits de l'homme doivent être appliqués au travers d'actions régionales, nationales et locales

[Old'Up and AGE exchange on ageism and EU elections | AGE Platform](#)